**N° 1996-0467 - Urbanisme, habitat et développement social + finances et programmation - Lyon 3° -
Acquisition de locaux appartenant à M. Torriero dans l'immeuble en copropriété situé
102, rue Maurice Flandin - Département de l'action foncière -**

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 janvier 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération du 29 janvier 1990, le conseil de communauté a approuvé le projet de création d'un ensemble d'opérations coordonnées de voirie et d'aménagement urbain dans la partie "est" du centre de Lyon regroupées sous l'appellation globale "d'avenue de l'Europe" et a défini les modalités de concertation préalable quant à la délimitation du périmètre concerné par ces opérations s'étendant sur les 3°, 6° et 8° arrondissements.

Depuis lors, dans le cadre de la réalisation de ce projet, la Communauté urbaine s'est rendue propriétaire de divers biens situés notamment à Lyon 3° et dépendant d'immeubles édifiés respectivement 194, 200, 200 bis, rue Paul Bert, 102, 102 bis, 104 et 110, rue Maurice Flandin.

Or, monsieur Torriero vient de proposer la cession, à la Communauté urbaine, des locaux qu'il possède dans le bâtiment en copropriété 102, rue Maurice Flandin.

Il s'agit d'un appartement de 48 mètres carrés au 3° étage et d'une cave, l'ensemble formant le lot n° 129 de la copropriété existant 102, 102 bis et 104, rue Maurice Flandin, ainsi que des 19/1 000 des parties communes.

La Communauté urbaine possédant déjà neuf appartements, neuf caves et un garage 102, rue Maurice Flandin auxquels correspondent les 157/1 000 des parties communes, il conviendrait qu'elle acquière les biens de monsieur Torriero afin de s'assurer progressivement la maîtrise du tènement en cause.

Aux termes du compromis qui vous est soumis, l'achat des locaux dont il s'agit, libres d'occupation, interviendrait au prix de 340 000 F correspondant à l'estimation des services fiscaux ;

B - Propose d'approuver ledit compromis, de l'autoriser à signer l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu ledit compromis ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 29 janvier 1990 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

Oùï l'intervention du rapporteur précisant qu'il y aurait lieu de lire : "dossier n° 1 230-96" au lieu de : "dossier n° 2 574-91" ;

DELIBERE

1° - Approuve ledit compromis.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 1996 - sous-chapitre 922 000 - article 210-9 - dossier n° 1 230-96.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,

le président,
pour le président,